

Au PCF: «changer ou mourir» face à La France insoumise

PAR MANUEL JARDINAUD
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 16 SEPTEMBRE 2017



Pour sa rentrée politique, lors de la Fête de l'Humanité du 15 au 17 septembre, le PCF veut s'appuyer sur le mouvement social pour affirmer sa voix d'opposant au gouvernement. Il doit aussi lancer une réflexion sur une transformation en profondeur face à La France insoumise.

Elle tombe bien, cette Fête de l'Humanité finalement, du 15 au 17 septembre. Et pas seulement parce que s'y produit dès samedi soir Iggy Pop, dernier monstre sacré du punk-rock. Non, le grand rassemblement populaire et politique peut remercier le gouvernement d'avoir voulu aller vite, en mode *blitzkrieg*, pour réformer le code du travail par ordonnances durant l'été. Car pour l'événement de rentrée du Parti communiste français (PCF), le terreau des revendications est tout trouvé : la lutte contre la politique d'Emmanuel Macron et d'Édouard Philippe à l'encontre des salariés. **Une première manifestation, le 12 septembre**, a égalé la mobilisation initiale contre la loi El Khomri en mars 2016.

Pierre Laurent, le secrétaire général, ne s'y trompe pas. Il souhaite que cette première brise de révolte s'engouffre dans les voiles de son parti. Il manœuvre donc pour porter – et se faire porter – par le malaise social. « *Dimanche, devant 40 000 personnes, nous appellerons à mobiliser contre la réforme* », prévient-

il devant les journalistes conviés à déguster huîtres et bulots au stand de la fédération de Loire-Atlantique, vieille tradition en ouverture de la fête.



À l'ouverture de la Fête de l'Humanité, le 15 septembre 2017. © MJ

Citer la future et probable audience lors de son discours de dimanche n'est pas innocent. À distance, la bataille des chiffres contre La France insoumise a déjà débuté, **Jean-Luc Mélenchon ayant appelé « le peuple à déferler sur Paris contre le coup d'État social »** le 23 septembre. Le leader de La France insoumise, qui espère mobiliser 100 000 personnes, brille d'ailleurs par son absence ce week-end, contrairement à la majorité des députés de son mouvement qui participent à de nombreux débats. L'élu de Marseille est à La Réunion. « *Le seul absent, c'est Jean-Luc* », persifle d'ailleurs Pierre Laurent, ayant notamment en tête la venue de Benoît Hamon ce samedi.

Pas d'invitation à défiler de la part du PCF donc, mais la volonté de s'appuyer sur la grogne sociale tout en la soutenant. « *Nous allons prendre des initiatives* », déclare le patron du PCF qui cite le relais des appels à la grève et l'organisation de débats locaux pour continuer la pédagogie sur le danger des ordonnances, « *qui sont des alternatives aux manifestations* ». Il évoque le dernier conseil national, jeudi 14 septembre, où la ligne a été confirmée : travailler sur le fond, aider le mouvement social. « *Et ne pas se focaliser sur le 23 septembre* », précise Pierre Laurent. Son parti négocie néanmoins pour y envoyer une délégation.

L'enjeu est de taille pour le PCF version post-élection Macron. Bien qu'ayant sauvé les meubles à l'Assemblée nationale avec un groupe de 11 députés

PCF et 5 d'outre-mer, l'influence de La France insoumise et sa volonté de s'imposer comme la seule force de gauche poussent le vieux parti à aller de l'avant. La vague de « dédagisme » l'invite à réfléchir rapidement à son avenir. « *Que La France insoumise soit la première force de gauche, c'est un fait*, reconnaît Pierre Laurent. *Qu'elle soit la seule, c'est faux.* » En complément, pour enfoncer le clou du rôle que le PCF espère jouer, Olivier Dartigolles, le porte-parole du PCF, estime que « *personne ne peut incarner à lui seul l'opposition progressiste* ».

Être rassembleur

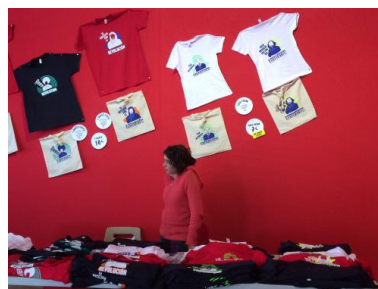
Première étape : montrer l'image d'un PCF rassembleur, porteur « *de convergences* », comme le ressassent les responsables interrogés. « *Nous devons prendre l'initiative pour reconstruire la gauche* », estime Marie-Pierre Vieu, eurodéputée fraîchement élue à la faveur de l'accession de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale en juin dernier, et désormais propulsée comme l'un des nouveaux visages du PCF, à l'instar des députés Elsa Faucillon ou Pierre Dharréville. André Chassaigne, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale et député du Puy-de-Dôme, cite la capacité qu'a eue son groupe à s'unir avec La France insoumise et la Nouvelle Gauche lors du débat parlementaire sur le projet de loi d'habilitation autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances. Ce que le député de Dieppe, Pierre Jumel, avait vanté lors d'une interview à Mediapart en août dernier (*lire ici*).

L'effondrement du Parti socialiste et l'isolement de Benoît Hamon et ses amis frondeurs poussent le parti à l'optimisme quant à la place qu'il pourrait occuper. « *Le Parti communiste est singulier, beaucoup doutent de sa capacité à être un acteur de demain* », confie Marie-Pierre Vieu. Ce que Pierre Laurent exprime par : « *Il existe un décalage entre ce que les jeunes pensent de nous et ce que nous pouvons produire politiquement.* » Arrêter de regarder dans le rétroviseur, se positionner en force politique sinon nouvelle, du moins innovante : la marche est haute.

Le PCF face à l'obligation de se transformer

Sur le fond, il est difficile de dire où en est la mue, à écouter les responsables du parti. « *Être nous-mêmes, décomplexés* », glisse Olivier Dartigolles. Il évoque la nécessité de se réapproprier le champ du travail, d'aller fouiller vers les modèles coopératifs, d'investir mieux les thèmes de la solidarité. Marie-Pierre Vieu souhaite que le PCF soit capable de répondre à la question : « *Comment être à nouveau utile ?* », reprenant la thématique **maintes fois martelée par La France insoumise** lors de son université de Marseille, fin août.

Passer par le terrain, retrouver et donner le goût de la conquête. Conscient de sa perte d'influence, le PCF veut, à l'instar de La France insoumise, reprendre son activité au plus près des citoyens. « *Nous devons nous habituer à nouveau à avoir des combats de terrain, nous l'avons perdu par endroits* », regrette André Chassaigne. « *Notre force, c'est travailler auprès des gens* », veut croire Bruno, militant depuis plus de trente ans et secrétaire de cellule dans l'Eure. Même s'il ne trouve comme exemple que : « *On sait où et comment tracter.* » Pas certain que cela suffise à renouveler les pratiques des près de 50 000 militants actifs du Parti communiste...



Stand de tee-shirts à la Fête de l'Humanité. Se transformer passe aussi par une image plus moderne. © MJ

Encore fort de 15 000 élus, tous mandats confondus, le PCF doit coller aux aspirations des électeurs et sympathisants, les des structures pyramidales et sclérosées. Pierre Laurent ne cache pas qu'il s'agit d'un chantier prioritaire : « *Le PCF peut jouer un rôle s'il change* », affirme-t-il. Le secrétaire général annonce un congrès en juin ou novembre 2018 afin que son parti devienne « *une plateforme politique et*

numérique pour s'engager ». Vaste chantier, dans un mouvement qui empile les strates de discussions et de décisions, et qui demeure hyper centralisé.

Pierre Laurent veut croire que « même au sein des générations anciennes, il y a une compréhension que l'heure est venue de s'organiser différemment ». Il vient de lancer deux mois de consultations au sein des sections locales, qui se concluront le 18 novembre par une assemblée générale de plus de 800 « animateurs » pour décider des priorités à mettre à l'agenda. « On ne va pas faire un congrès comme d'habitude, tout le monde va travailler dessus, y compris les militants. On va essayer d'innover », trace-t-il comme perspective.

Le consensus est loin d'être acquis. Si Pierre Laurent affiche une volonté d'être « audacieux » car, dit-il, « je crois que les communistes y sont prêts », certains nuancent l'exigence d'une mutation profonde. « La transformation ? Ce n'est pas l'alpha et l'oméga », lance Olivier Dartigolles. Traduction : donner plus de place à la parole militante « tout en restant une force implantée, territorialisée ». Conserver le mille-feuille en lui accordant de la souplesse, vaste objectif.

Marie-Pierre Vieu, elle, veut incarner une ligne beaucoup plus réformatrice : « Si on ne se transforme pas véritablement, on va mourir. » Ce à quoi André

Chassaigne répond : « Transformation ? Je me méfie des mouvements de circonstance, des effets de conjoncture. » Il reconnaît malgré tout l'obligation « de faire grandir la démocratie » au sein du parti « pour créer les conditions d'être rassembleur ». Sans être plus précis sur ce qu'il faudrait faire.

Dans les allées de la fête, les mots expriment cette nécessité d'évolution, même s'ils disent peu sur la voie à suivre. « Le PCF est confronté à un problème pressant au moment où Jean-Luc Mélenchon a pris un espace fort, en rupture avec des formes organisées », analyse Michel Stefani, élu à l'assemblée de Corse et secrétaire régional. Il convient que son parti doit s'adapter à la révolution numérique, faire plus de place au participatif. « Mais il faut bouger en restant une structure cohérente », complète-t-il.

Le PCF se donne au moins neuf mois, si le congrès est finalement organisé en juin, pour accoucher d'un vrai projet d'évolution. Un militant du parti reste dubitatif : « Il nous faut surtout du mordant, affirmer qu'on est le parti des travailleurs. Mais on a perdu notre culture, on ne sait plus parler "prolo". » Avant de glisser, résigné : « On est déjà mort. » Pierre Laurent a promis un discours agressif, dimanche. Il lui faudra beaucoup de « mordant ».

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.